

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

MALTERIES FRANCO-BELGES

Société anonyme au capital de 15 123 000 €.
Siège social : Quai du Général Sarrail, 10400 Nogent sur Seine.
552 121 816 R.C.S. Troyes.

L'Assemblée Générale Mixte du 22 novembre 2010 a approuvé sans modification les comptes sociaux et consolidés au 30 juin 2010 diffusés sur le site de MALTERIES FRANCO-BELGES le 27 octobre 2010

I. — Bilan.

(En Euros)

Actif	Montant brut	Amortissements	30/06/2010	30/06/2009
Capital souscrit non appelé I				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits similaires				
Fonds commercial	125 008	125 008		
Autres immobilisations incorporelles	634 754	227 488	407 266	449 609
Avances, acomptes immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	1 020 986		1 020 986	1 020 986
Constructions	30 856 536	19 417 886	11 438 649	10 930 092
Installations techniques, matériel, outillage	40 436 518	27 197 012	13 239 506	12 890 644
Autres immobilisations corporelles	335 096	288 783	46 313	61 338
Immobilisations en cours	1 927 042		1 927 042	2 880 088
Avances et acomptes				
Immobilisations financières :				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	39 516 235		39 516 235	37 350 484
Créances rattachées à participations	5 688 333		5 688 333	
Autres titres immobilisés	557 081		557 081	557 081
Prêts	58 537		58 537	58 537
Autres immobilisations financières	94 978	91 000	3 978	94 978
Total II	121 251 109	47 347 178	73 903 931	66 293 842
Stocks et en-cours :				
Matières premières, approvisionnements	7 746 933		7 746 933	14 740 893
En-cours de production de biens	1 280 526		1 280 526	1 844 295
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	6 778 840		6 778 840	8 338 756
Marchandises	320 466		320 466	7 790

Avances, acomptes versés/commandes				
Créances :				
Créances clients et comptes rattachés	2 142 695		2 142 695	3 951 535
Autres créances	7 009 721	27 173	6 982 548	8 088 315
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers :				
Valeurs mobilières de placement (dt actions propres)				
Disponibilités	305 872		305 872	415 298
Comptes de régularisation :				
Charges constatées d'avance (3)	16 787		16 787	19 705
Total III	25 601 844	27 173	25 574 670	37 406 591
Frais émission d'emprunts à étaler IV				
Primes remboursement des obligations V				
Ecart de conversion actif VI	25 740		25 740	27 573
Total général (I à VI)	146 878 694	47 374 352	99 504 342	103 728 007

Passif	30/06/2010	30/06/2009
Capitaux propres		
Capital social ou individuel (dont versé : 15 123 000)	15 123 000	15 123 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	14 396 872	14 396 872
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence)	469 306	469 306
Réserve légale	1 512 300	1 512 300
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserves provisions cours)		
Autres réserves (dont achat d'oeuvres origine)	15 182 159	15 182 159
Report à nouveau	-2 695 228	-7 485 852
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	7 479 784	4 790 624
Subventions d'investissements	18 915	28 827
Provisions réglementées	21 177 084	20 809 642
Total I	72 664 194	64 826 880
Autres fonds propres :		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Total II		
Provisions pour risques et charges :		
Provisions pour risques	127 057	45 573
Provisions pour charges	2 332 430	2 858 040
Total III	2 459 487	2 903 613
Dettes :		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	361 359	700 610
Emprunts, dettes financières divers (dont emprunts participatifs)	8 421 771	14 535 504
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 966 594	17 427 192
Dettes fiscales et sociales	4 753 706	2 733 748
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	752 011	555 026

Autres dettes	125 207	39 403
Comptes de régularisation :		
Produits constatés d'avance		
Total IV	24 380 650	35 991 485
Ecarts de conversion passif V	9	6 027
Total général (I à V)	99 504 342	103 728 007

II. — Compte de résultat.

	France	Exportation	30/06/2010	30/06/2009
Ventes de marchandises	2 257 351	7 589	2 264 940	434 108
Production - biens	50 498 892	39 376 795	89 875 688	104 037 194
Vendue - services	1 195 209	-389	1 194 820	1 538 659
Chiffre d'affaires net	53 951 453	39 383 995	93 335 449	106 009 961
Production stockée			-2 123 684	3 203 283
Production immobilisée				19 804
Subventions d'exploitation			90 071	78 275
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges (9)				
Autres produits (1) (11)				
Total des produits d'exploitation (2) I			91 301 835	109 311 325
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			2 242 515	429 810
Variation de stock (marchandises)			-312 676	-696
Achats matières premières, autres approvisionnements (et droits de douane)			50 310 725	83 006 181
Variations de stock (matières premières et approvisionnements)			6 993 960	-7 374 557
Autres achats et charges externes (3) (6 bis)			17 960 284	18 145 869
Impôts, taxes et versements assimilés			1 577 405	1 369 097
Salaires et traitements			3 095 603	2 851 641
Charges sociales (10)			1 314 262	1 383 039
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations :				
Dotations aux amortissements			2 047 171	1 351 944
Dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions				
Pour risques et charges : dotations aux provisions			180 794	65 057
Autres charges (12)			35 874	
Total des charges d'exploitation (4) II			85 445 920	101 227 387
I. Résultat d'exploitation (I - II)			5 855 914	8 083 937
Opérations en commun :				
Bénéfice attribué ou perte transférée III			5 977 709	1 658 237
Perte supportée ou bénéfice transféré IV				
Produits financiers :				
Produits financiers de participations (5)			47 542	25 932
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				
Autres intérêts et produits assimilés (5)			478 293	381 753
Reprises sur provisions et transferts de charges			27 573	1 135
Différences positives de change				

Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers V			553 409	408 820
Dotations financières aux amortissements et provisions			116 740	27 573
Intérêts et charges assimilées (6)			540 371	1 227 423
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières VI			657 112	1 254 997
Résultat financier (V - VI)			-103 703	-846 176
3. Résultat courant avant IM POTS (I - II + III - IV + V - VI)			11 729 920	8 895 997
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			8 503	6 046
Produits exceptionnels sur opérations en capital			9 911	201 411
Reprises sur provisions et transferts de charges			1 543 417	7 451 359
Total des produits exceptionnels (7) VII			1 561 833	7 658 817
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)			359 675	688 487
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				53 924
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			1 414 761	10 049 524
Total des charges exceptionnelles (7) VIII			1 774 436	10 791 936
Résultat exceptionnel (VII - VIII)			-212 603	-3 133 119
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise IX			106 479	34 512
Impôts sur les bénéfices X			3 931 053	937 742
Total des produits (I + III + V + VII)			99 394 786	119 037 200
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X)			91 915 002	114 246 576
Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)			7 479 784	4 790 624

III. — Annexe.

Note préliminaire.

Annexe au bilan, avant répartition de l'exercice clos le 30 juin 2010 dont le total est de 99 504 342 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un bénéfice de 7 479 784 €.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010. Les comptes sont présentés en euros sauf mention contraire.

Un accord de péréquation a été conclu entre la société Malteries Franco Belges et deux sociétés du Groupe Soufflet (Malteries Soufflet et Société des Malteries d'Alsace). Cet accord permet de faire jouer pleinement les synergies et d'optimiser la logistique.

Afin de répartir équitablement le résultat entre ces trois sociétés, la marge brute économique est répartie entre les sociétés au prorata des quantités vendues.

La marge brute économique correspond à la marge brute de chaque société (ventes moins achats et frais sur ventes) diminuée des frais financiers liés à l'exploitation (sur stock, crédits clients et fournisseurs) et des autres éléments d'exploitation relatifs à la commercialisation des produits.

Pour l'exercice 2009/2010, la quote-part de marge attribuée à Malteries Franco Belges s'élève à 5 978 K€ (produit).

Principes comptables, méthodes d'évaluation, comparabilité des comptes, faits caractéristiques.

Référentiel, principes et méthodes d'évaluation (options, dérogations, exceptions). — Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les règles générales appliquées résultent des dispositions du plan comptable général et de la réglementation française en vigueur, résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation comptable (CRC).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts nominaux en euros courants.

Les principales méthodes utilisées sont décrites dans les pages suivantes :

Comparabilité des comptes (Changement de méthodes et de modalités significatives) :
— Changement de méthode : Aucun changement.

Faits marquants de l'exercice. — Selon Pacte d'Actionnaires en date du 11 décembre 2001 et de son avenant du 24 mars 2005, la société a fait le rachat de 45 255 actions de la CIE INTERNATIONALE DE MALTERIE à UNIGRAINS pour une valeur de 2 165 750,73 €.

Liquidation de la société MALTEX qui fait ressortir un mali de liquidation de 3 K€.

Événements postérieurs à la clôture de l'exercice qui ne sont pas liés à des conditions existant à la clôture. — Néant.

Autres informations. — Néant.

Informations bilan et résultat.

Note relative aux postes du bilan.

Immobilisations incorporelles. — La valeur des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine. Les logiciels sont amortis selon le mode linéaire sur une durée de :

- Petit logiciel : 3 à 5 ans ;
- Gros logiciel : 5 à 15 ans ;
- Frais d'établissement : Néant ;
- Fonds de commerce : 125 008 € ;
- Logiciels Informatiques : 634 754 €.

Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations corporelles	Amortissements pour dépréciation
Constructions	10 à 15 ans
Agencements et installations	10 à 35 ans
Installations techniques, matériel, outillage	4 à 30 ans
Matériel de transport	3 à 25 ans
Matériel de bureau et informatique	4 à 8 ans

L'amortissement linéaire est considéré comme amortissement économique.

L'amortissement dégressif est pratiqué chaque fois que cela est possible. L'écart est traité en amortissements dérogatoires.

Provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles. — La valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît.

Le Groupe a défini des indicateurs de perte de valeur et surveille ces indices au niveau de chaque Unité génératrice de trésorerie (UGT). Chaque entité du Groupe générant ses propres flux de trésorerie, il a donc été défini comme règle de retenir l'entité juridique comme équivalent UGT.

Dans le cas où il en ressort un risque de perte de valeur pour une UGT, une approche par les flux de trésorerie estimés futurs, sur la base des plans à 5 ans, est mise en oeuvre. Lorsque cette valeur d'utilité de l'UGT se révèle inférieure à sa valeur nette comptable, une provision est constatée sur les actifs correspondants. La perte de valeur ainsi constatée permet de ramener la valeur nette comptable des actifs de l'UGT à leur valeur recouvrable, définie comme le plus haut de la valeur vénale et de la valeur d'utilité.

Immobilisations financières. — Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés sont évalués sur la base du prix d'achat.

Certains titres ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque la valeur de la participation était supérieure à la quote-part détenue dans les capitaux propres réévalués ou à leur valeur d'utilité pour le Groupe.

Stocks. — Les stocks sont évalués suivant la méthode :

- au prix d'achat pour les céréales ;
- au prix moyen pondéré pour les produits finis ou encours de fabrication.

Une provision pour dépréciation a été appliquée, lorsque la valeur des marchandises au cours du jour est inférieure au coût d'acquisition.

Les stocks se composent essentiellement de matières premières ainsi que de produits intermédiaires et finis.

Créances et dettes d'exploitation. — Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères ont été évaluées sur la base du cours du change à la clôture de l'exercice ou au cours de couverture pour les opérations couvertes par des achats ou ventes à terme de devises. Les différences résultant de cette évaluation ont été inscrites en écarts de conversion actif ou passif pour les autres dettes ou créances.

Certaines créances ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Ces provisions ont été calculées au cas par cas et ont pu faire l'objet dans certains cas de provisions pour risques.

Les créances clients sont reconnues au moment du transfert de propriété.

Disponibilités. — Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Provisions réglementées et subventions. — Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan. Elles sont constituées en fonction des textes du CGI les régissant.

La reprise de la subvention d'investissement qui finance une immobilisation amortissable s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur de l'immobilisation acquise ou créée au moyen de la subvention.

Provisions pour risques et charges. — Les provisions pour risques et charges constituent des passifs dont les échéances ou les montants ne sont pas fixés de façon précise. Un passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative, c'est à dire une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Les provisions pour risques et charges ont été évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation. Lorsqu'il s'agit de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressources, il a été retenu la meilleure estimation du passif correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Les contrats déficitaires non entièrement exécutés à la date d'arrêté des comptes font l'objet d'une provision, calculée contrat par contrat et estimée sur la base de données obtenues à partir du cadencement des contrats et des fiches affaires. Il n'y a pas de compensation entre les contrats bénéficiaires et déficitaires.

Emprunts et dettes. — Les dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les dettes libellées en monnaies étrangères ont été évaluées sur la base du cours du change à la clôture de l'exercice. Les différences résultant de cette évaluation sont inscrites en écarts de conversion actif ou passif.

— Provision pour engagements de retraites et avantages similaires : Les engagements sont évalués selon la méthode des unités projetées conformément à la norme IFRS IAS 19. La société a opté pour la méthode dite du « Corridor » selon laquelle seuls les écarts actuariels représentant plus de 10% des engagements ou des placements sont amortis sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés.

Hypothèses retenues pour les calculs :

- Le taux d'actualisation retenu correspond au taux des obligations d'entreprises notées AA sur la zone Euro et d'une durée de plus de 10 ans à la date de clôture. Le taux retenu au 30 juin 2010 de 4,40% provient des indices iboxx (corporate AA).
- Taux de rotation : une étude des sorties par âge et par cause de sortie a été réalisée sur les trois derniers exercices.
- Taux d'augmentation des salaires : le taux d'augmentation des salaires retenu est de 3% pour toutes les catégories de salariés.
- Tables de mortalité : les tables INSEE 2000/2002 Masculine et Féminine ont été retenues
- Taux de charges sociales : correspond aux taux de charges en vigueur.

Evolution de la provision	
Provision à l'ouverture	-724 999
Charge de l'exercice	-65 097
Prestations payées par l'employeur	0
Transfert intra-groupe	0
(Provision)/Actif de fin d'exercice	-790 096

Composition du capital social :

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	A la clôture de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	495 984			30,49

Variation des capitaux propres :

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		64 826 880	
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		64 826 880	
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Variations des subventions d'investissement		9 911	
Variations des provisions réglementées			367 442
Résultat de l'exercice			7 479 784
Solde			7 837 315
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition		72 664 196	

Immobilisations :

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisition, apports
Frais d'établissement, de recherche et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	759 762		
Terrains	1 020 987		
Constructions sur sol propre	23 093 941		154 800
Constructions sur sol d'autrui			

Constructions installations générales, agencements, aménagements	6 673 457		1 071 685
Installations techniques, matériel et outillage industriels	38 874 622		1 714 960
Installations générales, agencements, aménagements			
Matériel de transport	105 514		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	236 337		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	2 880 088		1 267 102
Avances et acomptes			
Immobilisations corporelles	72 884 945		4 208 547
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	37 444 405		7 854 085
Autres titres immobilisés	557 082		
Prêts et autres immobilisations financières	153 517		
Immobilisations financières	38 155 003		7 854 085
Total général	111 799 711		12 062 632

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais établissement, recherche, développement			759 762	
Autres postes immobilisations incorporelles			1 020 987	
Terrains			23 224 134	
Constructions sur sol propre		24 606		
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agencements		112 739	7 632 402	
Installations techniques, matériel et outillages industriels		153 064	40 436 518	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport		6 754	98 759	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			236 337	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	2 220 148		1 927 042	
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	2 220 148	297 164	74 576 180	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		93 922	45 204 569	
Autres titres immobilisés			557 082	
Prêts et autres immobilisations financières			153 517	
Immobilisations financières		93 922	45 915 167	
Total général	2 220 148	391 085	121 251 110	

Amortissements :

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais établissement, recherche, développement				
Autres immobilisations incorporelles	310 153	42 344		352 496
Terrains				
Constructions sur sol propre	16 379 482	352 318	24 606	16 707 193
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agencements	2 457 824	288 959	36 089	2 710 694

Installations techniques, matériel et outillage	25 983 978	1 348 525	135 491	27 197 012
Installations générales, agencements				
Matériel de transport	75 276	5 103	6 754	73 625
Matériel de bureau, informatique, mobilier	205 235	9 923		215 158
Emballages récupérables, divers				
Immobilisations corporelles	45 101 795	2 004 828	202 940	46 903 682
Total général	45 411 947	2 047 171	202 940	47 256 178

Rubriques	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	Dotations dérogatoires	Reprises dérogatoires
Frais établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions et installations					
Installations techniques, outillage					
Installations générales, agencements					
Matériel de transport					
Matériel bureau et informatique					
Emballages récupérables					
Immobilisations corporelles					
Total général					

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices Primes de remboursement des obligations				

Tableau des provisions :

	Provisions au début de l'exercice (1)	Augmentations : dotations de l'exercice (2)	Diminutions : Reprises de l'exercice		Changement de méthode : Reprises par report à nouveau (3)	Provisions à la fin de l'exercice (1+2-3)
			Montants utilisés au cours de l'exercice (3)	Montants non utilisés au cours de l'exercice (3)		
Provisions pour investissement	11 829	12 220	4 437			19 612
Provisions pour hausse des prix	6 390 455		18 447			6 372 008
Provisions pour fluctuation des cours						
Amortissements dérogatoires	14 407 359	1 279 617	901 511			14 785 465
Autres provisions réglementées						
Provisions réglementées	20 809 643	1 291 837	924 395			21 177 085
Provisions pour litiges						
Provisions pour garanties données aux clients						
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change	27 574	25 740	27 574			25 740
Provisions pour pensions, obligations similaires	724 999	111 477	46 380			790 096
Provisions pour impôts						

Provisions pour grosses réparations						
Autres provisions pour risques et charges	2 151 041	98 018	605 408			1 643 651
Provisions pour risques et charges	2 903 614	235 235	679 362			2 459 487
Provisions sur immobilisations incorporelles						
Provisions sur immobilisations corporelles						
Provisions sur titres de participation			93 921			0
Provisions sur autres immobilisations financières		91 000				91 000
Provisions sur stocks et en cours						
Provisions sur comptes clients						
Autres provisions pour dépréciation (exploitation)						27 174
Autres provisions pour dépréciation (exceptionnelle)				45 260		
Provisions pour dépréciation	166 354	91 000	93 921	45 260		118 173
Total général	23 879 611	1 618 072	1 697 678	45 260		23 754 745

Informations complémentaires pour les provisions d'un montant significatif. — La provision pour hausse des prix se décompose de la manière suivante :

Date de création	Date de reprise	Montant
Juin 2007	Juin 2013	2 172 097
Juin 2008	Juin 2014	2 251 726
Juin 2009	Juin 2015	1 948 185
		6 372 008

Créances et dettes :

État des créances	Montant brut	1 an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	5 688 333		5 688 333
Prêts	58 538		58 538
Autres immobilisations financières	94 979		94 979
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	2 142 695	2 142 695	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	12 412	12 412	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	10 418	10 418	
État, autres collectivités : impôt sur les bénéficiaires			
État, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	324 784	324 784	
État, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	337 248	337 248	
État, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	6 324 859	6 324 859	
Charges constatées d'avance	16 788	16 788	
Total général	15 011 055	9 169 205	5 841 850
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

État des dettes	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, -5 ans	Plus de 5 ans

Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	358 636	358 636		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	2 723	2 723		
Emprunts et dettes financières divers	666 085	251 865	414 220	
Fournisseurs et comptes rattachés	9 966 594	9 966 594		
Personnel et comptes rattachés	867 464	760 984		106 480
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	323 754	323 754		
État : impôt sur les bénéfices	2 973 221	2 973 221		
État : taxe sur la valeur ajoutée				
État : obligations cautionnées				
État : autres impôts, taxes et assimilés	589 268	589 268		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	752 011	752 011		
Groupe et associés	7 783 554	7 783 554		
Autres dettes	97 340	97 340		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
Total général	24 380 651	23 859 950	414 220	106 480
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	981 811			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Éléments relevant de plusieurs postes de bilan :

Actif	Produits à recevoir significatifs	Effets de commerce	Entreprises liées
Actif immobilisé :			
Participations			39 516 235
Créances rattachées à des participations			5 688 333
Actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	8 084	34 918	1 441 146
Autres créances	6 094 581		6 177 388
Total	6 102 665	34 918	52 823 103

Passif	Charges à payer significatives	Effets de commerce	Entreprises liées
Dettes :			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 393		
Emprunts et dettes financières divers			7 755 686
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 877 242	367 958	3 507 155
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	752 011		
Autres dettes	1 486 159		92 689
Total	5 120 805	367 958	11 355 530

Détail des charges et produits constatés d'avance :

	30/06/2010
Charges constatées d'avance	16 787,74
Charges/produits d'exploitation	16 787,74

CCA LOCATIONS	7 505,29
CCA ENTRETIEN REPARATION	4 347,88
CCA COURTAGE/HONORAIRE	1 051,83
CCA COTIS. SYNDICALES	839,56
CCA MEDECINE DU TRAVAIL	3 043,18
Total des charges et produits constatés d'avance	16 787,74

Écarts de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères :

Nature des écarts	Actif perte latente	Écarts compensés par couverture de change	Provision pour perte de change	Passif gain latent
Acomptes sur immobilisations				
Prêts				
Autres créances immobilisées				
Créances d'exploitation	21 951		21 951	
Créances diverses				
Dettes financières	3 789		3 789	9
Dettes d'exploitation				
Dettes sur immobilisations				
Total	25 740		25 740	9

Éléments concernant les entreprises liées et les participations :

	Liées directement ou indirectement et faisant partie du groupe consolidé	Avec lesquelles la société a un lien de participation direct compris entre 10% et 50%
Avances et acomptes sur immobilisations		
Participations	39 516 235	
Créances rattachées à des participations	5 688 333	
Prêts		
Avances et acomptes versés sur commandes (actif circulant)		
Créances clients et comptes rattachés	1 441 146	
Autres créances	6 177 388	
Capital souscrit appelé non versé		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	7 755 686	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 507 155	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	92 689	
Produits de participation		
Autres produits financiers	338 406	
Charges financières	314 612	

Aires ventilation en milliers d'euros du chiffre d'affaires :

Chiffre affaires HT Par secteur d'activités	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 30/06/2010	Total 30/06/2009	En % 2010/2009
Malterie	53 951 454	39 383 995	93 335 449	106 009 962	-11,96%
Total	53 951 454	39 383 995	93 335 449	106 009 962	-11,96%

Quote-part de résultat sur opérations faites en commun :

Affaires bénéficiaires	Résultat global	Résultat transféré
Total		

Affaires déficitaires	Résultat global	Résultat transféré
Vente de malt	-9 196 427	5 977 709
Total	-9 196 427	5 977 709

Transferts de charges :

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Remboursement agefos	39 536	791 000
Remboursement assurance	4 155	791 000
Avoir sladovny	13 615	797 000
Total	57 306	

Charges et produits exceptionnels :

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Charges de restructuration	359 676	671 800
Dot provisions investissement	12 220	687 400
Amortissements dérogatoires	1 279 617	687 250
Amortissements exceptionnels	94 224	687 100
Provisions prud'hommes	14 000	687 500
Provision charges de restructuration	14 701	687 500
Total	1 774 437	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Remboursement Assurance Coface	1 212	HA
Rep provisions hausse des prix	18 447	787 400
Provisions restructuration	605 408	787 500
Subvention virée au compte de résultat	9 912	777 000
Contrôle urssaf	7 083	771 800
Amortissements dérogatoires	901 511	787 250
Provisions pour investissement	4 437	787 400
Quote-part société Chasse Ebersmuster	84	771 800
Opposition non encaissé	125	771 800
Avoir frs slavuta	13 615	797 000
Total	1 561 833	

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires :

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
Résultat de l'exercice			7 479 784
Impôt sur les bénéfices			3 931 053
Résultat avant impôt			11 410 837
Amortissements dérogatoires	1 279 617	901 511	378 106
Provision pour investissement	12 220	4 437	7 783
Autres provisions réglementées		18 447	-18 447
Provisions pour hausse des prix			367 442
Provisions réglementées	1 291 837	924 395	
Autres évaluations dérogatoires			
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôt)			11 778 279

Répartition de l'impôt sur les bénéfices :

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	11 729 921	4 021 913	7 708 008
Résultat exceptionnel	-212 604	-79 052	-133 552
Participations des salariés	-106 480	-11 808	-94 672
Résultat comptable	11 410 837	3 931 053	7 479 784

Autres informations.

Engagements hors bilan donnés :

Types d'engagements	Total	Des filiales % détention directe > 50%	Dont en faveur des Participations % détention directe < 50 %	Ou sur des autres entreprises liées indirectement et faisant partie du groupe consolidé	Des dirigeants
Engagements financiers liés à l'activité courante :					
Effets remis à l'escompte non échus					
Effets sur filiales remis à l'escompte non échus					
Avals, cautions et garanties donnés					
Engagements illimités comme associé de SNC ou membre de GIE					
Engagements donnés de retour à meilleure fortune					
Créances à l'exportation mobilisées					
Créances professionnelles cédées non échues (bordereaux Dailly,...)	718 240				
Autres créances commerciales mobilisées					
Autres (à préciser)					
Lettres d'intention données					
Dettes garanties par des sûretés réelles :					
Dettes garanties par des hypothèques					

Dettes garanties par des nantissements de titres				
Dettes garanties par des nantissements de fonds de commerce				
Autres informations :				
Subventions reçues à reverser éventuellement				
Montant des engagements de retraite				
Crédit-bail				
Achats et ventes de devises à terme non couverts				
Autres engagements donnés (à préciser)				
Total des engagements donnés	718 240			

Droit individuel à la formation acquis pour 10 549,63 heures dont ZERO heures de formation ayant donné lieu à demande au 30 juin 2010. Les engagements d'achats et de ventes ne sont pas communiqués. Cette information qui serait de nature à porter préjudice aux intérêts commerciaux fondamentaux de la société ne peut être fournie.

Autres engagements donnés :

	Description	Conditions de mise en oeuvre et durée
Clauses de complément de prix liées à des contrats d'acquisition d'entreprises		
Clause de portage de titres		
Clause de COVENANTS		
Garantie de passif donnée suite à cession de titres		
Obligation de dépollution		
Obligation de démantèlement		
Garantie données aux banques dans le cadre du cash pooling		
Indemnités de résiliation anticipée de contrat de cogénération : détail Annexe I	Industelec pour un montant de 434 480 €. Finergaz St Saulve pour un montant de 254 590 €. Cobefi Prouvy pour un montant de 568 635 €.	Résiliation anticipée à l'initiative de MFB protocole accord 27/05/1999 durée 10 ans. Contrat du 27/04/1999 expiration 2011

Annexe I.

Engagements donnés :

— Contrats de cogénération : Dans le cadre de son activité, MFB a conclu plusieurs contrats de cogénération d'une durée de 12 ans (Saint Saulve, Brazev, Prouvy) avec des partenaires industriels. Les cogénérateurs sont construits à coté des malteries utilisatrices.

Un cogénérateur permet la production combinée de chaleur et d'électricité. Le fonctionnement et le statut des cogénérateurs sont régis par l'arrêté du 23 janvier 1995. La cogénération se caractérise par un excellent rendement énergétique. Elle permet des économies d'énergie primaire par rapport à des productions distinctes d'électricité (centrales électriques) et de chaleur (chaudières des utilisateurs). Afin de favoriser le développement de ce dispositif, les pouvoirs publics ont instauré différents avantages fiscaux. Par ailleurs, EDF a une obligation d'achat permanente de l'électricité produite par les cogénérateurs.

Pour bénéficier de ces dispositions, les installations de cogénération doivent obtenir un « certificat de conformité », établi par l'administration, qui atteste le respect des caractéristiques suivantes :

- Rendement énergétique global de 65% minimum (pour 100 KWH de gaz utilisé, 65 KWH d'énergie –chaleur+électricité- produite) ;
- Rapport chaleur / force supérieur à 50% ;
- Utilisation effective de la chaleur produite.

MFB s'est engagée, dans le cadre de ces contrats, à consommer au minimum 65% de la chaleur produite par le cogénérateur, cette condition étant nécessaire au statut de cogénérateur. L'électricité produite par le Cogénérateur est intégralement achetée par EDF.

MFB peut à tout moment décider d'arrêter son activité sur le site où se trouve le cogénérateur, moyennant le versement d'indemnités de résiliations, et peut donc de facto mettre fin à l'activité de l'installation de cogénération quand il l'entend. Toutefois, dans ce cas, l'installation est conservée par le partenaire.

Engagements de paiements de chaleur restants à courir sur les contrats :

BRAZEY :

	Engagement d'enlèvement Mwh/an	Prix moyen actuel saison 09/10 €/MWH	Somme due /prix actuel €/an
2010-2011	9 000	12,7	114 300

2011-2012	5 485	12,7	69 660
Total			183 960

SAINT-SAULVE :

	Engagement d'enlèvement Mwh/an	Prix moyen actuel saison 09/10 €/ MWH	Somme due /prix actuel €/an
2010-2011	6 200	21,45	132 990
2011-2012	4 960	21,45	106 392
Total			239 382

PROUVY :

	Engagement d'enlèvement Mwh/an	Prix moyen actuel saison 09/10 €/ MWH	Somme due /prix actuel €/an
2010-2011	18 600	19,07	354 702
2011-2012	18 600	19,07	354 702
Total			709 404

Indemnité de réalisation anticipée pour 2010/2011 :

- BRAZEY : 434 480 € ;
- SAINT-SAULVE : 254 590 € ;
- PROUVY : 568 635 €.

Informations relatives à la fiscalité. — Le taux d'impôt société applicable à la clôture de l'exercice s'élève à : 33,33%.
La contribution additionnelle de 3,3% est appliquée sur l'exercice 2009/2010.

Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance. — Aucune rémunération n'est allouée aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance.

Situation fiscale diffère ou latente :

Taux d'imposition de droit commun	33%
Taux réduit	

— Variations des impôts différés ou latents :

Nature	Montant en base	Montant de l'impôt	
		Accroissements de la dette future d'impôt	Allègements de la dette future d'impôt
Décalages certains ou éventuels :			
Provisions réglementées :			
Provisions à réintégrer ultérieurement :			
Provisions pour hausse des prix	6 372 008	2 123 790	
Provisions pour implantation à l'étranger			
Autres provisions à préciser			
Provisions à réintégrer éventuellement :			
Provisions pour fluctuation des cours	12 220	4 073	
Autres provisions à préciser			
Provisions libérées sous condition d'emploi :			
Provision pour investissement (à utiliser dans les 2 premières années)			
Autres provisions à préciser			
Amortissements dérogatoires :			

Amortissements dérogatoires (total figurant au passif)	14 785 464	4 927 995	
Subventions d'investissement :			
Subventions d'investissement (solde figurant au passif à reprendre en résultat)	18 916	6 305	
Charges non déductibles temporairement :			
A déduire l'année suivante :			
Provision congés payés (ancien régime)	432 998		144 318
Participation des salariés	106 480		35 490
Provision perte de change	25 740		8 579
Dotation à la provision Organic (contribution sociale de solidarité)	70 007		23 333
Autres à préciser Intérêts Fournisseurs	24 257		8 085
Provision pour dépréciation des stocks			
Provision pour contrats déficitaire	69 317		23 103
A déduire ultérieurement :			
Provisions pour retraite	790 096		263 339
Autres à préciser			
Produits non taxables temporairement :			
Plus-values de fusion n'ayant pas fait l'objet d'une provision pour impôt			
A préciser Intérêts clients/fournisseurs			
Charges déduites fiscalement et non encore comptabilisées :			
Charges différées (solde à l'actif qui aurait déjà été déduit fiscalement)			
Charges à étaler (solde à l'actif qui aurait déjà été déduit fiscalement)			
Quote-part de perte dans des sociétés fiscalement transparentes (GIE, SNC)			
Perte latente de change non comptabilisée sur des opérations de couvertures			
Perte latente de change = Ecart de conversion Actif à la clôture	25 740	8 579	
A préciser			
Produits imposés fiscalement et non encore comptabilisés :			
Quote-part de bénéfice dans des sociétés fiscalement transparentes (GIE, SNC)			
Gain latent de change = Ecart de conversion Passif à la clôture	9		3
Gain latent de change non comptabilisé sur des opérations de couvertures			
Plus-values latentes sur OPCVM			
A préciser			
Total		7 070 742	506 251

Effectif moyen :

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	5	
Agents de maîtrise, techniciens	19	
Employés	9	
Ouvriers	73	
Total	106	

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société :

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	En % détenu
J Soufflet, Quai Sarrail, 10400 Nogent sur Seine	SA	1 068 000	92,01%

Liste des filiales et participations :

Dénomination siège social	Capital Capitaux Propres	QP détenue Dividendes encaiss.	Valeur brute Titres Valeur nette Titres	Prêts, avances accordés Cautions données	Chiffre d'affaires Résultat
Filiales (plus de 50%)					
Participations (10 à 50%) :					
Cie Intern. De Malterie	56 417 625	47,71%	39 516 235		
Nogent sur Seine	123 996 713		39 516 235		1 163 276
Sécobra	2 000 000	10,33%	544 063		6 803 398
	17 808 240	47 542	544 063		240 914
Autres titres (Information globale)					

Tableau de financement :

	06/2010	06/2009
Résultat net total	7 479 784	4 790 624
Elimination des amortissements et provisions	2 051 876	3 976 955
Elimination de la variation des impôts différés		
Elimination des plus ou moins values de cessions	141 894	-137 576
Elimination des changements de méthode passés en résultat		
Elimination de la quote-part de résultat des Titres mis en équivalence		
Marge brute d'autofinancement	9 673 554	8 630 003
Dividendes reçus des mises en équivalence		
Incidence de la variation du BFR	-4 562 137	-1 243 864
Flux net généré par (affecté à) l'activité (A)	5 111 417	7 386 139
Total des investissements	-4 458 316	-6 372 982
Total des cessions		210 196
Incidence des variations de périmètre		
Flux net provenant des (affecté aux) investissements (B)	-4 458 316	-6 162 786
Dividendes versés		
Augmentations (réductions) de capital		
Subventions d'investissements		
Emissions d'emprunts	36 627	66 566
Remboursements d'emprunts	-1 064 043	-1 410 983
Flux net provenant du (affecté au) financement (C)	-1 027 416	-1 344 417
Incidence des variations de cours des devises (D)		
Incidence des changements dans les principes retenus (E)		
Variation de trésorerie (A)+(B)+(C)+(D)+(E)	-374 315	-121 064
Trésorerie d'ouverture	321 552	442 616
Trésorerie de clôture	-52 763	321 552
Variation de trésorerie (bouclage)	-374 315	-121 064
Contrôle		

Résultats des cinq derniers exercices :

Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)	30/06/2010 (12)	30/06/2009 (12)	30/06/2008 (12)	30/06/2007 (12)	30/06/2006 (12)
Capital en fin d'exercice :					
Capital social	15 123 000	15 123 000	15 123 000	15 123 000	15 123 000
Nombre d'actions					
Ordinaires	495 984	495 984	495 984	495 984	495 984
Nombre maximum d'actions à créer					
Opérations et résultats :					
Chiffre d'affaires hors taxes	93 335 449	106 009 962	90 343 175	80 348 286	71 396 628
Résultat avant impôt, participation, dotation amortissements et provisions	13 673 027	9 742 058	3 896 363	2 603 644	-1 909 615
Impôts sur les bénéfices	3 931 053	937 742	5 248	-813 685	-1 485 994
Participation des salariés	106 480	34 513	51 394	44 329	25 353
Dotation Amortissements et provisions	2 155 710	3 979 179	3 588 158	5 654 530	3 993 012
Résultat net	7 479 784	4 790 624	251 562	-2 281 530	-4 441 985
Résultat distribué	4 761 446,00				
Résultat par action :					
Résultat après impôt, participation, avant dotation amortissements, provisions	19,43	17,68	7,74	6,80	-0,91
Résultat après impôt, participation dotation amortissements et provisions	15,08	9,66	0,51	-4,60	-8,96
Dividende attribué	9,60				
Personnel :					
Effectif moyen des salariés	106	103	104	121	128
Masse salariale	3 095 604	2 851 641	2 931 568	3 326 050	3 376 967
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, oeuvres sociales...)	1 314 263	1 383 040	1 430 764	1 597 319	1 619 864

IV. — Affectation du résultat.

Origine :	
Résultat de l'exercice (bénéfice)	7 479 784,10 €
Affectation :	
Apurement du compte « Report à nouveau » débiteur, soit	2 695 228,39 €
Versement d'un dividende pour un montant total de	4 761 446,40 €
Le solde, au compte « Autres réserves », soit	23 109,31 €

V. — Attestation des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société MALTERIES FRANCO-BELGES SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

— Dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît, votre société met en oeuvre un test de dépréciation de ses immobilisations corporelles et incorporelles, selon les principes décrits en pages 4 et 5 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en oeuvre de ce test et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que l'annexe donnait une information appropriée à ce sujet.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations prévues par les dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons en attester l'exactitude et la sincérité.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris La Défense et Neuilly sur Seine, le 15 octobre 2010.

CONSTANTIN Associés :

Laurent Levesque ;

KPMG Audit :

Alphonse Delaroque.

VI. — Attestation des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2010 sur :

— le contrôle des comptes consolidés de la société Malteries Franco-Belges SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

— la justification de nos appréciations ;

— la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

— Votre société procède, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisitions et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs immobilisés corporels et incorporels selon les modalités décrites en page 12 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en oeuvre de ce test de dépréciation et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que l'annexe donnait une information appropriée sur ce sujet dans les notes 4, 5 et 14.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris La Défense et Neuilly sur Seine, le 15 octobre 2010.

CONSTANTIN Associés :

Laurent Levesque ;

KPMG Audit :

Alphonse Delaroque.